

Santé : comment le Limousin lutte contre le désert médical

Les Echos, Anna Rousseau, 22 novembre 2019 : Le Limousin, à la population âgée, a dû trouver des solutions contre le manque de praticiens de santé. Faisant de nécessité vertu, il s'est transformé en laboratoire high-tech de la télémédecine. Consultation sur le plateau de Millevaches et en Haute-Vienne.



Le Limousin a été gobé par la Nouvelle-Aquitaine, mais il n'a pu s'y dissoudre : malgré leur apparente bonne volonté, ses habitants sont plus montagnards que surfeurs. Et surtout, ils ont toujours dix ans d'avance sur leur entourage. Littéralement : ils sont de dix ans plus âgés que les Aquitains, les Pictocharentais ou les autres Français. Selon l'Insee, un tiers des Limousins auront plus de 65 ans en 2040, alors que pour le reste du pays ce ratio sera atteint en 2050. L'ancienne région, dont la population âgée a besoin de plus en plus de soins, [a dû trouver des solutions contre la désertification médicale](#) et s'est transformée en laboratoire, où les initiatives privées montrent la voie.

C'est sur le sauvage plateau de Millevaches que le premier grand projet a vu le jour, en 2014. Les médecins parlaient alors les uns après les autres. Pour ceux qui restaient, les journées étaient longues, les distances aussi, sur des routes parfois enneigées et verglacées. Comme le dit aujourd'hui l'un des piliers du plateau, le docteur Daniel Buchon : « *Ici, il faut aimer la campagne et le climat disons... varié de moyenne altitude.* »

Lui exerce à Bugeat, village corrézien de brumes d'un peu plus de 800 habitants, entouré de bois et longé par la Vézère. Mais avec le réseau Millesoins, qu'il a lancé avec un pharmacien voisin, et dont l'outil principal est un agenda partagé et la mise en commun des dossiers médicaux en circuit fermé, il peut s'installer, pour quelques heures ou pour la journée, dans le cabinet d'un confrère absent. L'offre de soins ainsi pérennisée, le plateau n'est plus aujourd'hui, administrativement parlant, un désert médical.



Le docteur Buchon, ici en 2018 à Bugeat, a créé le réseau Millesoins.

©Pascal Aimar/Tendance Floue pour les Echos Week-End

Education et prévention

Pour les patients, Millesoins offre une sécurité supplémentaire : « *Nous organisons des réunions interprofessionnelles régulièrement*, reprend le docteur Buchon. *Récemment, un pharmacien nous a alertés sur le cas d'un patient avec une plaie chronique dont la consommation de médicaments lui semblait étrangement élevée. L'infirmier et le pharmacien ont convenu d'expliquer plus clairement à ce patient comment appliquer son traitement. Sans cette alerte, son médecin ne se serait jamais aperçu qu'il y avait quelque chose d'anormal.* »

Attirés par les projets de recherche des soignants, de jeunes professionnels de santé s'installent peu à peu. C'est suffisant pour que l'équilibre soit atteint - pour l'instant. La puissance publique, elle, laisse éclore les initiatives, attend, observe les résultats, attend encore, intervient ponctuellement. Pour Millesoins, reconnu « pôle d'excellence rural », un financement de l'immobilier et de l'informatique à près de 50% a été possible. Dans le cas de La Marguerite, qui réunit comme les pétales d'une fleur la plupart des associations de patients du Limousin, ce sont les mutuelles et les citoyens qui ont tout construit et tout financé.

Déserts médicaux : Agnès Buzyn promet « l'équivalent de 800 médecins généralistes supplémentaires »

Raymond Boulesteix, président cofondateur de La Marguerite, est retraité. Il connaît l'administration comme sa poche, c'est un ancien de la protection sociale. [Au fil des ans, il a bien vu que le désert médical s'étendait](#). Il a constaté la mise en danger des patients par leur mauvaise connaissance de leur machine à oxygène ou de leur pompe à insuline. Alors il lance cette association. « *Nous faisons de l'éducation à la santé : prévention dans les entreprises, accompagnement de malades chroniques dans leur vie quotidienne, réunions d'information avec des patients-experts ou des professionnels de santé, organisation de séances de sport adapté...* »

Une pépite derrière l'association

L'initiative rencontre un succès immédiat. AG2R La Mondiale fait une dotation de 50 000 euros dès qu'on lui expose le projet, uniquement pour structurer l'association : « *Les mutuelles savent bien qu'un diabétique qui utilise mal sa pompe à insuline risque des problèmes graves, et que cela va coûter cher. Elles y ont vu leur intérêt* », souligne Raymond Boulesteix.

Avec retard, le public se met en branle : l'Agence régionale de santé (ARS), l'Assurance maladie et les hôpitaux limousins contactent La Marguerite, des régions appellent pour savoir si on peut étendre l'initiative chez elles. Avec un budget prévisionnel de 1 million d'euros pour trois ans, « *nous pouvons assurer le fonctionnement et pérenniser les actions : cela semble suffisant pour aller partout, même dans nos petits villages. Mais s'il faut réévaluer, nous le ferons* ».



Derrière La Marguerite, il y a une pépite : Autonom'lab. Cette structure, elle aussi associative, née en 2010, s'était donné pour but de fédérer tous les acteurs limousins de l'innovation dans le domaine de la santé. Objectif atteint. Aujourd'hui, ce « living lab » (méthodologie incluant citoyens, habitants et usagers au processus de recherche et d'innovation) réunit le CHU de Limoges, les soignants libéraux, les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), les associations de malades, les associations d'aidants et les entreprises. Autonom'lab organise congrès et colloques, aide les associations à se lancer, soutient les start-up, coordonne des projets de recherche...

Des coups de fil de toute l'Europe

Devenue groupement d'intérêt public innovant en 2015, et donc financée par l'ARS, la région, la Caisse des dépôts et les départements de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute-Vienne, elle est le chef d'orchestre qui met en musique toutes les ressources disponibles. « *Nous étions un monde compliqué, nous sommes devenus un monde complexe*, explique Pierre Mérigaud, directeur de l'innovation d'Autonom'lab. *On a tous les outils nécessaires pour faire*

face à la situation, les connaissances, la domotique, le numérique, mais il faut coordonner tout le monde. »



Autonom'lab est unique en son genre :

« Nous recevons des coups de fil de toute l'Europe pour que nous expliquions comment nous fonctionnons, affirme le professeur François Vincent, son président. Nous partageons et nous avançons aussi vite que possible. Prochaine étape : convaincre la puissance publique de créer, rapidement, une filière de formation pour l'aide à domicile. »

Pierre Mériquaud renchérit :
« Si l'état veut maintenir les gens à domicile, puisque c'est mieux pour eux et pour nos finances, il faut investir maintenant dans ces métiers, avec une possibilité d'y faire carrière. »

Au petit bonheur la chance

En attendant que les innovations couvées par Autonom'lab éclosent, les élus parent au plus pressé. Des maisons de santé se construisent partout, avec plus ou moins de réussite. À La Souterraine (Creuse), ravissante petite ville médiévale en voie de paupérisation après la fuite de grandes entreprises, dont l'équipementier GM&S en début d'année, le hasard fait bien les choses. « Nous avons eu beaucoup de chance, affirme Philippe Lejeune (PS), premier adjoint au maire, nous n'avions plus que trois médecins pour une aire de 30 000 habitants. Alors on a eu leur entière coopération pour trouver une solution, ils craignaient plus le burn-out que la concurrence ! »

Les élus laissent les médecins monter un plan en quelques mois. L'ARS valide le projet, la ville prend l'architecture en charge. « Nous attendons dès cet automne, en centre-ville, huit médecins, cinq infirmiers, deux kinés, un orthophoniste, un psychologue », détaille l'élu, en touchant du bois sans s'en rendre compte.

En finir avec les déserts médicaux

Banaliser la téléconsultation

À une heure et demie de route de là, à Egletons, austère mais élégante petite ville de Haute-Corrèze, la chance n'a pas souri : la nouvelle maison de santé a fait chou blanc ; le président du conseil départemental a envoyé des courriers à tous les généralistes des départements voisins pour tenter de les débaucher en douce. La manœuvre a agacé, les présidents des départements se sont écharpés. Jean-Baptiste Moreau, le député (LREM) de la Creuse, en a tiré une leçon : « Il est temps de ne plus rien s'interdire. »

Depuis son exploitation agricole, le quadra veut tout décloisonner. Par exemple, l'hôpital de Guéret, embarqué dans une spirale épouvantable de médecins qui fuient et de déficit qui s'aggrave. Juste à côté, la clinique privée de la Marche regorge au contraire de médecins, mais rougit de son vétuste plateau technique. « Je veux qu'on sorte des dogmes et qu'on crée un partenariat public-privé entre la clinique et l'hôpital », réclame le député de la majorité. Tout aussi paisiblement, il propose de déroger à l'encadrement des salaires hospitaliers, « pour qu'il soit financièrement plus intéressant d'être salarié qu'intérimaire ».



Il a aussi soutenu l'implantation de cabinets de télémédecine dans les pharmacies, une pratique qui sera développée au cours des trois prochaines années au sein d'un projet global de télémédecine mené par le professeur Jean-Jacques Moreau avec les dix-huit hôpitaux du groupement hospitalier territorial et une grande partie des Ehpad du Limousin. « *Après plusieurs expérimentations ciblées, nous entrons dans une phase industrielle de déploiement de la télémédecine, où tout le monde est appelé à participer, médecins, pharmaciens, infirmiers, kinés, informaticiens, administratifs...* », énumère le médecin. Objectif : [banaliser la téléconsultation. Et vite.](#)

Un énorme marché à venir

Retour à Limoges. À quelques rues de La Marguerite, le siège de la multinationale Legrand s'étend le long de l'avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny. Les bâtiments sont sobres, c'est l'esprit de l'entreprise qui veut ça. À l'intérieur, le groupe s'attaque à un nouveau marché : l'équipement des personnes fragiles qui veulent rester chez elles. L'idée est venue du sénateur creusois Jean-Jacques Lozach (PS).

« Il montait un groupe de travail pour anticiper ce qui allait arriver rapidement en Creuse : une catastrophe sanitaire, pas assez d'Ehpad ni de médecins pour beaucoup de personnes dépendantes, raconte Pierre Laroche, qui dirige l'innovation chez Legrand. On a répondu : 'Nous, on sait équiper les maisons, mais on n'a qu'une idée partielle des besoins des seniors.' C'est donc à l'écoute des personnes fragiles et des experts médicaux qu'on a décidé de tenter le coup. » Les équipes innovation du groupe industriel découvrent, effarées, l'ampleur du marché à venir : en 2030, il y aura plus de 2 millions de seniors de plus de 75 ans en France, quatre fois plus qu'aujourd'hui. Des dizaines d'expérimentations sont discrètement menées partout dans le Limousin : quelle chance d'être implanté ici !



Une résidente de l'Ehpad de Châlus (Haute-Vienne) bénéficiait, en octobre dernier, d'une consultation à distance. L'établissement participe au projet de recherche en télémédecine, Geront'access, mené par le CHU de Limoges.

©Pascal Aimar/Tendance Floue pour les Echos Week-End

« Nous testons en ce moment des dizaines de logements, dans lesquels vivent des personnes âgées, malades ou handicapées, mais encore autonomes. Des capteurs installés dans les murs ou portés par les habitants permettent de savoir s'ils se sont levés, dans quelle pièce ils se trouvent, depuis combien de temps... Cela peut rassurer les proches et aider les soignants. »

Le groupe lance des offres dédiées, comme le pack Zen, proposé par sa filiale Intervox aux alentours de 40 euros par mois. Un partenariat avec Atol permet la mise au point d'une paire de lunettes dont une branche contient un capteur avec altimètre et accéléromètre, qui saura alerter en cas de chute. En moins de dix ans, le groupe a déjà racheté une demi-douzaine de sociétés spécialisées dans les objets connectés.

Impact positif



Les Ehpad évoluent aussi. David Penneroux dirige ceux de Châlus et de Nexon, en Haute-Vienne. Il a pu faire entrer ses établissements dans un projet de recherche en télémédecine, Geront'access, mené par le CHU de Limoges. Ses deux centres ont été équipés gratuitement de matériel connecté, le personnel infirmier, formé. Merci à la région Limousin, qui a lancé le déploiement de la fibre il y a dix ans déjà, en commençant par les hôpitaux. « *Aujourd'hui, les infirmiers alertent le médecin traitant si un problème spécifique se pose avec un patient, explique David Penneroux. Avec son accord, ils organisent une téléconsultation avec un spécialiste : ça évite un déplacement pour une personne âgée et fatiguée, ainsi que la station en salle d'attente.* »

Le professeur Achille Tchalla, responsable du pôle de gérontologie du CHU de Limoges et directeur de Geront'access, insiste : « *La télémédecine doit se faire avec le soutien des médecins traitants, de manière horizontale, où chacun a sa place. Nous avons pu démontrer que l'impact est très positif en ce qui concerne le nombre d'hospitalisations évitées.* » La publication des conclusions de Geront'access est prévue cet automne. Grâce à ce projet, un problème a pu être soulevé par David Penneroux : « *Nous faisons économiser de l'argent à l'Assurance maladie, en particulier sur les trajets en ambulance, mais nous, nous n'y gagnons rien, au contraire, le temps de l'infirmière, obligatoirement présente pendant la téléconsultation, n'est pas facturé.* »

Pour trouver d'autres ressources, des projets sont à l'étude, par exemple l'intégration de patients extérieurs à l'Ehpad pour des téléconsultations. Dix ans avant tout le monde, pragmatique et collaboratif, le Limousin invente la médecine de demain. Nous bénéficierons peut-être tous, un jour, d'innovations élaborées aux Millevaches.

Une problématique nation

Selon le ministère de la Santé, quelque 8 millions de Français vivent en 2019 dans un « désert médical » : ils ne peuvent pas consulter plus de deux fois par an un praticien, faute d'en avoir un à proximité. Et 4,4% de la population réside à plus de quarante-cinq minutes d'un pédiatre, d'un ophtalmologue, d'un gynécologue ou d'un psychiatre. Au total, il manque des généralistes dans 11 329 communes de France, soit une ville sur trois. La cause du problème est connue : seuls 8 000 nouveaux praticiens sont formés par an, contre 13 000 en 1970, et les départs à la retraite ont été multipliés par six en dix ans. La pénurie ne touche pas que les régions reculées. Ainsi, 2 millions d'habitants d'Île-de-France pâtissent eux aussi de cette situation, en particulier dans les Yvelines et le Val-d'Oise.

Trois innovations sur le créneau

Rev'Lim, pédale connectée : Ce vélo d'appartement permet de lier activité physique et activité cérébrale, en couplant le pédalage à des jeux cognitifs. Le concept élaboré au siège de Couzeix (Haute-Vienne) est déjà présent dans des maisons seniors, des Ehpad et des hôpitaux.

Telegraphik, capteurs omniprésents : Cette plateforme logicielle intelligente, lancée à Toulouse, permet, à partir de données issues de capteurs positionnés dans des domiciles ou des résidences, de fournir des services de suivi d'activité et d'alerte.

Sanilea, le transport facile : Ces solutions logicielles, basées à Limoges, facilitent et optimisent les transports sanitaires, depuis leur commande jusqu'à leur facturation.
Sanilea, le transport facile : Ces solutions logicielles, basées à Limoges, facilitent et optimisent les transports sanitaires, depuis leur commande jusqu'à leur facturation.

Par Anna Rousseau